

Le 31 janvier 2023

Non à l'augmentation des tarifs SNCB

La SNCB annonce une augmentation de 9% sur ses tarifs à partir de février 2023, alors que les prix actuels représentent déjà un frein pour bon nombre d'étudiants et de travailleurs. Nous nous opposons à cette augmentation des prix et demandons la mise en place d'un abonnement à 12 euros pour les jeunes et les étudiants. Il est plus que temps de doter la SNCB d'un refinancement de grande ampleur, qui permettra enfin à ce service public essentiel d'être en adéquation avec les enjeux sociaux et climatiques futurs.

Aujourd'hui, un abonnement étudiant aller-retour Namur-Bruxelles coûte 363 euros par an, et à partir de 26 ans, il peut atteindre 1813 euros. Selon notre récente enquête, près d'un étudiant sur cinq dépense plus de 500 euros par an pour ses transports. Des prix inaccessibles alors que la précarité étudiante ne fait qu'empirer avec l'augmentation du coût de la vie. En outre, une diminution des prix permet de promouvoir un mode de transport écologique indispensable pour la survie de notre planète.

Pour le climat et pour l'accès à toutes et tous aux trains, nous demandons un abonnement étudiant à 12 euros qui suit la logique de la TEC et la STIB. Une pétition ayant récolté 10 000 signatures, et ce pour la seule partie francophone du pays, urge le gouvernement à agir au plus vite. Les représentants étudiants défendent depuis des années la gratuité des transports en commun, s'imbriquant dans une logique de refinancement du service public afin qu'à terme l'ensemble de la population belge puisse en profiter équitablement.

Malheureusement, nous nous étonnons de ne pas voir la SNCB tendre également vers la réduction des prix initiée par la STIB et suivie par le TEC, alors que le réseau ferroviaire belge reste massivement emprunté par les étudiants et plus particulièrement par les plus précaires. Comme le montre notre dernière consultation, plus de la moitié des étudiants sans logement étudiant ne peuvent en bénéficier pour raisons financières, les contraignant à se rendre sur leur lieu d'étude en transports. Si nous approuvons toutes mesures de réduction des prix pour les étudiants, nous demandons à ce qu'elles ne soient pas conditionnées à un âge maximal. Effectivement, un étudiant sur cinq à plus de 25 ans, et ne peut donc profiter de ces réductions pourtant essentielles.

La FEF soulève également le problème de la qualité des services et de l'offre proposée : bus et trains passant trop rarement, transports bondés aux heures de pointe, retards intempestifs, etc. Tant de facteurs quotidiens qui peuvent influencer la santé mentale des navetteurs, ainsi que la réussite des études en provoquant de longs trajets ou des retards aux cours.

Alors que les prix augmentent au détriment du pouvoir d'achat, nous trouvons essentiel pour les étudiants de pouvoir compter sur l'accessibilité de notre service public. Cette situation fragilise un grand nombre d'étudiants et ne fait qu'accroître la situation de grande précarité dans laquelle beaucoup se trouvent. Plutôt que de décourager les étudiants d'utiliser les transports en commun, il faut les rendre attractifs et efficaces, sans pour autant remettre la charge sur le reste des utilisateurs. Le monde de demain se construit en commun.



Présidente de la FEF: **Emila Hoxhaj** | T 0492 27 87 52 | emila.hoxhaj@fef.be

Chargé de communication de la FEF: **Renaud Leemans** | T 0492 27 87 59 | renaud.leemans@fef.be